

Bonnes nouvelles

(et pourquoi devraient-on les écouter ?)

Avant de retrouver au tribunal l'après-midi la direction accompagnée de ses avocats et de la juriste de Ford France, nous avons eu le matin la réunion mensuelle du CE.

Il s'agissait comme à chaque fois de faire le point sur la situation des activités : production du mois et des quelques semaines qui suivent, la vision n'allant jamais au-delà de 2 mois. Dès qu'une question porte plus loin, elle reste sans réponse, incapable de se projeter ou de faire des prévisions.

Nous avons bien essayé une nouvelle fois de porter le débat sur la suite. Par exemple, que devient la fabrication des racks au-delà de novembre ? La direction FAI n'en sait rien ! « Cela dépend de Ford Europe » évidemment qui décidera si ça continue ou pas. Et sur l'intérêt de maintenir cette activité ? Elle n'a pas d'avis « ça dépend de ce que veut Ford Europe ». Mince alors.

En vrai, la direction locale ne dirige rien, elle applique, elle répète ce qu'il faut, elle est simplement aux ordres des dirigeants européens.

Forcément les échanges sont assez limités. Dès que nous parlons conditions de travail, manque de personnel, désorganisation, problèmes de qualité, de ravitaillement, la réponse c'est au bout du compte toujours un peu la même : il faut limiter les dépenses, il faut être « compétitifs ». Sinon « c'est la mort », sinon « on disparaît ».

Tant pis pour les problèmes de qualité ou de dégradation de conditions de travail. Tant pis pour la santé, pour le niveau de vie, pour les emplois ! Ce qui compte c'est le « coût ».

Ce discours d'autorité sert uniquement à nous faire baisser la tête pour mieux imposer leurs règles. Il faut le reconnaître ça marche un peu. Nous ne sommes pas si nombreux à trouver légitime la bataille pour nos salaires comme pour les emplois.

En quoi les directions sont-elles crédibles et fiables ? Elles qui se sont plantées sur HZ ou sur le démarrage du DCT, elles qui ont baratiné sur les 1000 emplois et tant d'autres choses. Nous n'avons aucune raison de les laisser faire. La seule issue, c'est d'agir, de nous défendre.



LA LUTTE CONTINUE

FORD AU TRIBUNAL : DÉCISION LE LUNDI 24 AOÛT

LA BATAILLE POUR LE MAINTIEN DES EMPLOIS CONTINUE

Ce lundi 29 juin, lors de l'audience au TGI, nous avons « débattu » emplois par avocats interposés. Notre avocate a développé pendant 40 minutes les raisons pour lesquelles le CE et la CGT attaquaient la multinationale, dénonçant les manœuvres et les revirements de Ford alors que l'avocat de Ford a évidemment voulu démontrer que nous avons tort sur toute la ligne.

La défense de Ford est essentiellement sur 2 points :

- **Le CE n'aurait pas la légitimité de saisir le tribunal pour ces questions** de l'emploi, du prêt de personnel. Sans blague ! Alors que Ford est censé informer, consulter sur ces questions, alors que maintes fois, les dirigeants ont affirmé leur engagement de maintenir les 1000 emplois... les élus du CE n'auraient pas la possibilité de dénoncer l'entourloupe ?

- **Ford ne se serait jamais engagé à maintenir au moins 1000 emplois dans l'usine** (actif, en CDI et équivalent temps plein), qu'il s'agissait seulement d'un objectif, d'en approcher le plus possible. Allons donc. Combien de fois, les dirigeants européens et locaux ont-ils dit, en réponse à nos doutes, qu'il y aurait bien

1000 emplois une fois les activités en place ? L'accord de mai 2013 portant même sur le maintien à 1000 emplois minimum sur 5 ans. De 2011 à juillet 2014, la direction a toujours affirmé qu'il y aurait 1000 emplois. C'est effectivement à partir du 3 juillet 2014 que D. Heller a changé de discours, parlant alors effectivement d'objectif, soit juste avant que l'effectif ne passe sous le seuil des 1000.

- **En fait l'effectif serait aujourd'hui à 1200 salariés donc bien au-dessus des 1000 emplois !** C'est ce qu'affirme triomphal l'avocat de Ford avec gros effet de manche tel un avocat en plein action. Ce chiffre de 1200 comprend les collègues en préretraite, les collègues en arrêts longue maladie, qui sont tous par définition non actifs. Alors que les 1000 emplois, ce sont uniquement les collègues en activité.

Dans le débat, il y a les questions fondamentales, le maintien des emplois et la politique de Ford et puis il y a les subtilités du droit. Nous verrons le 24 août, espérant bien par cette action maintenir la pression sur Ford comme sur les pouvoirs publics.

UN AVENIR INCERTAIN ?

On ne sait pas vraiment pourquoi, le fait est que la direction refait la déco dans l'usine. Mais faute de remplir les espaces vides en machines et en activités, des anciens panneaux de publicité pour véhicules Ford sont recyclés et s'affichent dans l'ex-zone B sinistrée.

On vous parlait la semaine dernière de cette bâche qui disait « *notre nom est américain, notre avenir est aquitain* ». On dit « *était* » car, on ne sait pas quelle mouche les a piqués, la deuxième partie de la phrase a bien été effacée pour laisser un espace blanc ... Que certains ont vite comblé par un « *notre avenir est incertain ?* ».

Message rapidement enlevé. Y a un problème ?



Mais les faits sont là : 976 emplois actifs

SECTEUR RACKS : UN PETIT TOUR ET PUIS S'EN VA ?

La fabrication des racks vient (enfin) de reprendre le 15 juin. Une petite équipe assure cette nouvelle production. Le hic c'est que la direction prévoit d'arrêter cette activité fin novembre, sans doute définitivement.

La raison ? Ford en a décidé ainsi. Elle peut les fabriquer pour 2 fois moins cher ailleurs ! La décision définitive n'est pas encore prise mais déjà la direction FAI avoue ne pas considérer ce secteur comme vital et ne compte pas le défendre devant les dirigeants de Ford Europe.

Pour nous c'est une aberration de traiter les activités et les salariés de cette manière. Car des collègues ont été formés et ont appris un nouveau métier, sont devenus compétents, des produits de qualité étaient ainsi fabriqués. Ce secteur, ces machines, ce savoir-faire pourraient être utiles pour d'autres racks ou d'autres activités. Mais non, la direction s'en moque, elle est aux ordres, alors elle exécute sans se soucier du niveau d'activité et du maintien des emplois.

ESPACE JEU : QUI A DIT QUOI ?

« Vous démarrez à fond et vous accélérez petit à petit » Qui a donc formulé cette « drôle » de consigne pour former un intérimaire sur le poste le plus chargé (OP10) de la ligne d'assemblage du DCT ?

- A) Carcassonne - B) Narbonne
- C) Argelès-sur-Mer - D) autre et pas loin

Réponse : D

TOUT S'EXPLIQUE

Depuis le redémarrage de l'activité, nous n'aurons jamais autant subi de problèmes techniques, organisationnels, de ravitaillements, de machines ou équipements inadaptés...

La direction est obligée de le reconnaître : Ford a mis en place des activités à petits volumes avec des petits moyens, avec des petits coûts... résultat, nous avons des gros problèmes. Et ce n'est pas fini !

ÊTRE COMPÉTITIF OU PAS ?

That is the question ? Really ? La règle d'or, c'est la « *compétitivité* », la direction ne sait parler que de ça. Du coup quand on parle qualité, compétence, savoir-faire, organisation du travail efficace, gestion rationnelle... elle ne comprend plus. C'est bien la « *compétitivité* » qui désorganise la production et qui provoque les problèmes de tous ordres.

Compétitivité = danger pour toutes et tous.

Ford me demande de mentir à chaque fois que Je les défends... Les Juges vont finir par ne plus me croire...



INTÉRIMAIRE DE LUXE !

Le directeur du site vient lui-même parfois « *travailler* » sur la ligne de production. C'est dingue non ? C'est ça la polyvalence et la flexibilité ? Ça concerne même les dirigeants ? Ok, nous avons enregistré la démonstration qu'il manque du personnel sur la ligne. Maintenant on se dit qu'il serait peut être plus utile à recruter du personnel, à former et à rechercher de l'activité pour assurer l'avenir du site. C'est plus dans ses attributions, non ?

SOLIDARITÉ

AVEC LES MIGRANTS

Nous assistons depuis des mois à une catastrophe humanitaire avec les dizaines de milliers voire les centaines de milliers de gens qui fuient la misère, les guerres, les dictatures du Soudan, de la Syrie, de l'Erythrée... Rien que cette année, 2000 sont morts noyés en Méditerranée, d'autres connaissent les camps d'enfermement, les rétentions... L'Union Européenne, les gouvernements comme celui de Hollande refusent d'accueillir ces migrants, les pourchassant plutôt que de les assister, les aider.

Nous tenons à exprimer notre solidarité envers ces gens, nous disons que les moyens existent pour les recevoir et les accueillir dans des conditions correctes. C'est une question d'humanité minimale.